

UKRAINE : Évolution de la situation et points fermes théoriques

Le texte précédent sur la situation en Ukraine¹ a été écrit à chaud et publié le 27 février 2022. Nous connaissions le risque que nous prenions de voir ce texte dépassé par l'évolution rapide des événements. C'est pourquoi nous publions ici un rappel de certains points fermes et un point sur l'évolution de la situation. Ce texte se lit donc comme un supplément du précédent.

Qu'est-ce que la guerre ?

La guerre est la continuation de la paix du capital et inversement. « *La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens.* » selon Carl von Clausewitz². Elle répond à deux exigences distinctes.

La première est de compenser l'écart de productivité du travail social avec d'autres pays et aires géographiques, engendré par le mouvement concurrentiel du capital dans sa totalité. Ceci de deux manières : relancer l'accumulation de capital par les dépenses de guerre ET détruire la capacité de production de l'ennemi.

La seconde est de raffermir l'emprise de l'État sur son territoire par l'agitation patriotique et la militarisation de la société civile ainsi que de rééquilibrer les rapports de force politiques et militaires avec les ennemis et leurs alliés. La guerre redessine la carte du marché mondial, redistribue la valeur, forme et dissout des alliances entre pays. Généralement, le déclenchement de la guerre contemporaine (à ne pas confondre avec les expéditions impérialistes telles les guerres d'Irak et d'Afghanistan) revient aux États les plus faibles, comme l'Allemagne de 1939 ou la Russie d'aujourd'hui.

L'expédition coloniale russe en Ukraine s'inscrit dans ce cadre. Toutefois, sa portée globale reste, pour l'heure, limitée. Sauf pour la Russie et, bien évidemment, pour l'Ukraine. Le Kremlin a accumulé suffisamment de moyens de paiement pour tenir plusieurs mois d'une opération militaire d'envergure mais qui n'a pas nécessité la transformation de l'ensemble de l'économie russe en économie de guerre. Le coût direct de l'agression à l'Ukraine est estimé à moins de

500 millions de dollars par jour selon des sources proches du Pentagone citées par *Asia Times*³. Si l'État russe parvient à plier en quelques mois seulement la détermination de la population ukrainienne, les réserves de change accumulées et réellement disponibles après les sanctions « occidentales » (près de 200 milliards de dollars dont les deux tiers en or) suffiront amplement à couvrir l'effort de guerre. Le *think tank* slovaque Globsec⁴ estime que la guerre amputera le PIB des années 2022, 2023 et 2024 respectivement de 0,7 %, 1 % et 1 %⁵. Évidemment, ces estimations sont sujettes à caution car tout dépend, une fois de plus, de l'évolution des hostilités.

Que veut le Kremlin ?

La guerre d'Ukraine vise plusieurs objectifs mais aucun d'ordre économique immédiat. C'est en ce sens que nous ajoutons le qualificatif de colonialisme à l'entreprise russe d'assujettissement de l'Ukraine.

Le premier consiste à confirmer la Russie comme une puissance militaire mondiale. Cet objectif est poursuivi avec détermination par le régime, pratiquement depuis l'effondrement de l'URSS, en 1991. La liste des précédentes expéditions militaires est longue.

Le deuxième est de stabiliser et renforcer la maîtrise de l'État sur la société civile russe ET les capitaux individuels du pays ; l'État russe étant confronté à des contestations récurrentes ainsi, qu'ici et là, à des grèves. Sa base productive n'est pas aussi solide que sa force militaire. En somme, un géant militaire, un nain économique pour lequel le cinquième du PIB est issu de l'exploitation des énergies fossiles, dont les exportations assurent 40 % des recettes fiscales et représentent la moitié des exportations totales du pays. Le Kremlin voit s'éroder son consensus dans les grandes villes du pays comme les récentes élections locales de Moscou l'ont démontré. Après avoir exclu du vote, par voie judiciaire, les candidats de l'opposition démocratique, en 2019, le « vote utile » s'était porté sur le PC, l'opposition de sa majesté qui est devenu le premier parti de la capitale. Les candidats du parti de Poutine n'ont obtenu la majorité

¹ Bulletin n°22 « UKRAINE : L'expédition coloniale russe accélère la course à la guerre mondiale » in : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2202FRvG.pdf>

² « *De la guerre* » 1839, in http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-De_la_guerre-2000-1-1-0-1.html

³ <https://asiatimes.com/2022/03/russias-low-cost-war-can-endure-western-sanctions/>

⁴ <https://www.globsec.org/news/ukraine-essential-brief-four/>

⁵ <https://www.globsec.org/news/ukraine-the-costs-of-war-russia-faces-crippling-sanctions-as-conflict-expenses-mount/>

des voix dans aucune des circonscriptions, contre 16 circonscriptions gagnées à la majorité absolue en 2014. La répression farouche de l'opposition démocratique est un autre signal qui va dans ce sens.

Le troisième est de réarmer ses frontières occidentales et méridionales en vue d'un éventuel conflit mondial.

Le quatrième est de déplacer à l'Est le barycentre de la formation économique russe. Le rapprochement économique et diplomatique avec la Chine est là pour le montrer. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, est une conséquence de la faiblesse de l'économie russe (le PIB russe équivaut peu ou prou à celui du Benelux⁶), ayant perdu la bataille de la productivité du travail, dans l'aire économique européenne qui représente son marché extérieur principal (41,3 % de ses exportations ; 34,2 % de ses importations en 2019⁷). La Russie se trouve confrontée à court/moyen terme à la réorientation stratégique du secteur énergétique européen (décarbonation des sources énergétiques, donc une diminution de l'utilisation des énergies fossiles - gaz et pétrole). Il n'est ainsi pas exclu que les plans d'internalisation des sources d'énergie inscrits dans le « plan de transition » EU Next Generation aient pesé dans la décision du Kremlin d'envahir l'Ukraine. Dans ce contexte, la guerre d'Ukraine (qui dure depuis près de dix ans à un niveau de basse intensité) n'est qu'un passage, peut-être même secondaire, dans le dessein du Kremlin.

La Russie a choisi de se repositionner aussi bien au plan économique que géopolitique en se tournant davantage vers l'Orient et vers la Chine, en priorité. Le capitalisme en Russie s'est développé après la chute de l'impérialisme stalinien en accumulant du capital via les exportations de matières premières minérales, d'hydrocarbures, de céréales et de produits de première transformation des fossiles (chimie de base ; engrais essentiellement) vers les pays européens et vers l'Amérique du Nord. Le nouveau régime a ouvert les vannes pour que les capitaux « occidentaux » irriguent son appareil productif. Tous les grands groupes exportateurs russes de marchandises non militaires ont dans leur actionnariat des participations de sociétés et d'institutions financières « occidentales ». Le Kremlin a également favorisé jusqu'ici l'afflux d'investissements directs de l'étranger (IDE) dans plusieurs secteurs, notamment dans les biens de consommation durables ou pas, ainsi que la multiplication de partenariats commerciaux et technologiques. La guerre en Ukraine précédée de peu par la signature de l'alliance avec Pékin, dont on a détaillé les éléments

⁶ En 2020, Benelux 1 501 milliards de \$ et Russie 1 483 milliards de \$.

⁷

https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2019_f/wts2019_f.pdf

dans notre premier texte, a toutes les chances de modifier en profondeur la participation russe au marché mondial. La réaction rageuse des États-Unis marque probablement aussi un point de non-retour. Pour l'heure, il est cependant difficile de dessiner un tableau plus précis car, pour ce faire, il faudra suivre l'évolution du conflit armé. Contrairement aux balivernes qu'on lit ici ou là, l'exécutif russe a pris en compte la fin du modèle de développement capitaliste de la Russie et est à l'œuvre depuis plusieurs années pour définir un modèle alternatif.

Que veut l'Ukraine ?

L'État ukrainien s'est effondré sur pieds, en une dizaine de jours (en étant indulgent) avant même que la Russie déploie la totalité de sa puissance de feu. L'armée de terre (la Marine et l'Aviation sont depuis longtemps hors-jeu) est incapable d'affronter l'ennemi dans des batailles d'ampleur. La présence depuis plusieurs jours d'une longue colonne de blindés russes à l'arrêt sur une soixantaine de kilomètres, à proximité de Kiev, sans qu'elle ait été attaquée massivement en témoigne. L'armée se replie systématiquement sur les centres urbains en s'appuyant sur la résistance populaire, sans laquelle l'État aurait déjà capitulé. Le différentiel de puissance de feu n'explique pas cet état de fait. Des informations de redditions massives de soldats circulent (cependant, il faut toujours se méfier de ce type de nouvelles). Les journalistes occidentaux n'ont pas assisté à des opérations notables de l'armée après dix jours de combats. Ce qui est certain est que l'Ukraine, en guerre depuis près d'une décennie, n'a rien fait pour renforcer son armée de l'air et sa marine militaire. Les effectifs de l'armée ukrainienne ont grimpé de 130 000 à 209 000 hommes auxquels s'ajoutent 900 000 réservistes. Les dépenses militaires ont doublé, à 6 milliards de dollars en 2020, selon la Banque mondiale. Une somme à laquelle il faut ajouter 14 milliards de dollars environ issus de l'OTAN, entre 2014 et 2020 (dont 2,5 milliards de dollars versés par les États-Unis). Malgré ces énormes dépenses, les forces armées ukrainiennes restent très faibles dans le domaine vital de la logistique, de l'aviation militaire et de la marine. Les matelots ukrainiens sont 11 000, contre 150 000 russes. L'État ukrainien est depuis sa création un État très faible, à l'exécutif instable, peu efficient et rongé par la corruption. De plus l'armée est l'héritière de l'ancienne armée russe, donc elle a certainement agi en freinant tout éventuel projet de restructuration. Ce qui est certain est que l'encadrement supérieur de l'armée de Kiev est composé par des généraux formés dans l'ancienne URSS. La préparation à la guerre était également absente pour ce qui est de la logistique (alimentaire ; énergie ; médical ; etc.). L'armement du peuple tant vanté par Zelensky n'a pas été suivi d'effets, mis à part des distributions parcimonieuses de Kalachnikov. L'entraînement de volontaires civils a démarré après le début des opérations. Le courage personnel montré

jusqu'ici par Zelensky et quelques membres de son entourage proche ne peut pas masquer l'effondrement de la machine étatique ukrainienne. La victoire militaire des Russes n'est qu'une question de temps. Dans ce contexte, bien connu par l'exécutif de Kiev, la seule issue possible pour ce dernier est d'accepter une partition du pays encore plus défavorable (déjà actée en pratique, en 2014, avant la guerre par la signature du protocole de Minsk) ; le renoncement à l'adhésion à l'OTAN (garanti à Poutine par Macron et Scholz avant le début des hostilités) et la démilitarisation de facto du pays. Politiquement, en revanche, Kiev entend transformer la guerre perdue en une victoire politique à l'intérieur. Le patriotisme dont fait preuve la population est dans ce sens un pas dans cette direction. Le conflit en cours agit comme catalyseur et élément fondateur de la naissance réelle de la nation ukrainienne. L'État en ressortirait renforcé, sans compter l'avalanche d'aides financières qu'il pourra engranger, auprès des pays occidentaux, au nom de la reconstruction.

Que veulent les Occidentaux ?

Les Occidentaux avancent en ordre dispersé en dépit de leurs gesticulations unitaires. Ils ont plusieurs objectifs en commun : éviter une confrontation armée avec la Russie ; éviter une déstabilisation du marché mondial des hydrocarbures et de celui des céréales ; barrer à l'Ukraine l'adhésion à l'OTAN (même si les États-Unis et le Royaume-Uni étaient plus disponibles à en parler avant la guerre).

Au plan diplomatique : Macron et Scholz vont à Moscou qui bombarde l'Ukraine tandis que Biden et Johnson excluent tout pourparler avant un cessez-le-feu.

Au plan économique : les « sanctions » adoptées ont vu les membres de l'UE divisés sur l'embargo du gaz russe⁸, sur l'exclusion de Swift de la

⁸ « Compte tenu des prix actuels du marché, la valeur des exportations de gaz canalisé russe vers l'UE s'élève à elle seule à 400 millions de dollars par jour. Les recettes totales d'exportation de pétrole brut et de produits raffinés s'élèvent actuellement à environ 700 millions de dollars par jour. » Depuis le début de la guerre, l'UE a triplé ses achats de gaz russe (36 gigawatts heure, fin février). Les États-Unis, eux, continuent d'importer 8 % du pétrole qu'ils consomment de Russie. Avec des prix cinq fois plus élevés du gaz naturel et doublés du pétrole brut, le financement du budget russe se porte à ravir. Avant ces envolées, les exportations d'hydrocarbures représentaient 40 % des recettes fiscales russes. « Les revenus des taxes et des tarifs d'exportation liés au pétrole et au gaz représentaient 45 % du budget fédéral russe en janvier 2022. Jusqu'à présent, il y a eu quelques petites perturbations dans les exportations de pétrole russe, mais aucun impact sur les exportations de gaz, selon l'AIE. Avec des prix du pétrole Brent qui sont passés d'environ 90 dollars le baril à environ 110 dollars le baril depuis le début de l'invasion (et de 80 dollars fin 2021), la Russie dispose de beaucoup d'argent. S'il y a une remise sur le brut de l'Oural, c'est plus faible que l'augmentation des

totalité des banques russes, sur l'envoi d'armes offensives (les Polonais, les Slovaques, les Roumains et les Bulgares envisageaient d'envoyer des avions de combat) et sur l'acheminement d'armes défensives (l'Italie a promis dans un premier temps du matériel puis l'engagement est devenu flou ; les Américains et les Anglais ont été les plus rapides tandis qu'Allemands et Français traînent des pieds). Sur le long terme, il est plus probable que les dégradations de notation de la dette souveraine russe opérées par les agences de notation S&P, Moody's et Fitch aient davantage d'effets que les « sanctions ». Désormais, le risque de défaut est explicitement évoqué par ces trois institutions financières⁹.

Au plan politique, enfin, car désormais seuls les pays de la JEF (*Joint Expeditionary Force*) exigent le retrait total des troupes russes.

Que veut la population ?

La population ukrainienne résiste à l'envahisseur. Et c'est plus que normal. La défense des villes et des villages est avant tout la défense de sa condition contre l'aggravation dramatique que la guerre provoque. La liberté d'un régime démocratique est, à ses yeux, préférable à une occupation militaire. La résistance au sens large doit être ainsi lue comme un **mouvement démocratique armé**. Le patriotisme est le liant et constitue la principale limite de ce mouvement. En outre, au sein de la résistance agissent en toute impunité et avec une popularité croissante des

prix du pétrole - les exportateurs de pétrole russes sont donc toujours en avance, financièrement. Au cours du mois dernier, la valeur quotidienne des exportations de pétrole russe a augmenté d'environ 100 millions de dollars par jour (calculée à partir de l'estimation de l'AIE des exportations russes quotidiennes, multipliée par notre estimation de l'augmentation du prix effectif du brut de l'Oural). L'excédent du compte courant russe était d'environ 19 milliards de dollars en janvier 2022, soit environ 50 % de plus que la moyenne de janvier (la plupart des années, l'excédent mensuel est de 9 à 12 milliards de dollars).» Voir : https://www.project-syndicate.org/commentary/full-and-immediate-boycott-of-russian-oil-and-gas-by-oleg-ustenko-2022-03?utm_source=Project+Syndicate+Newsletter&utm_campaign=03150d9e84-sunday-newsletter_03_06_2022&utm_medium=email&utm_term=0_73bad5b7d8-03150d9e84-106447739&mc_cid=03150d9e84&mc_eid=307c3e4c72.

⁹ Selon le *Wall Street Journal*, la Russie pourrait bien renoncer à payer les intérêts de sa dette souveraine exprimée en roubles et arrivant à maturité en 2024, pour la première fois depuis août 1998. Les créanciers de l'État russe sont à 80 % des particuliers et des agents économiques et financiers locaux. La dette souveraine détenue par des étrangers était estimée à 25 milliards de dollars, fin janvier. Voir : <https://www.wsj.com/livecoverage/russia-ukraine-latest-news-2022-03-03/card/russia-likely-to-miss-interest-payment-for-first-time-since-1998-crisis-pccwVrMGaUjOvw3SDMg7>

formations paramilitaires d'extrême-droite qui ont montré leur capacité de combat dans le Donbass. La forme de la résistance est malheureusement polluée par le patriotisme. Comme à Paris au temps de la Commune, l'idée est de défendre de façon statique le territoire. Du coup, au lieu d'organiser des groupes très mobiles capables d'attaquer l'ennemi dans ses structures logistiques et de harceler les troupes combattantes ils creusent des tranchées et se préparent à une guerre de front. En acceptant la forme du combat que leur impose l'armée russe (la fixation et la défense territoriale), ils courent au massacre en renonçant à la seule possibilité qui « s'offre » à eux : une guerre mobile, de harcèlement et de guérilla. L'illusion que la résistance ukrainienne, grâce à son courage (indéniable) et son patriotisme (bien réel) puisse rivaliser, arrêter et repousser une armée professionnelle lourdement armée conduit à une issue catastrophique en l'absence (actée et clamée sur tous les toits) de l'intervention d'un allié extérieur (OTAN ou autre).

Et les communistes ?

Le premier devoir des communistes est d'encourager par tous les moyens (très faibles aujourd'hui) le mouvement démocratique armé à s'émanciper de la tutelle symbolique de l'État ukrainien qui s'est effondré sur pieds. Il s'agit de faire appel à sa composante prolétarienne – très largement majoritaire parmi les volontaires y compris celle des ouvriers émigrés – pour qu'elle ancre la résistance à la défense de ses intérêts propres contre son État et ses patrons, certainement prêts à tourner leur veste à la première occasion. On aura remarqué que les dits oligarques ukrainiens sont très silencieux pendant que le pays est sous les bombes.... Et la production continue là où les Russes ne l'empêchent pas au nom de l'effort patriotique. Tant qu'une polarisation de classe ne se produit pas au sein de la résistance populaire, les communistes n'ont pas à appeler à la constitution de brigades de volontaires prolétariens combattant pour la révolution sociale. Ce mot d'ordre n'a de sens que si les classes subalternes se dotent de leur propre plan politique et de leurs propres structures armées bien distinctes politiquement et militairement de la résistance populaire.

Pour autant, les communistes ne défendent pas une interprétation pacifiste du défaitisme révolutionnaire. La dégradation du défaitisme révolutionnaire au pacifisme s'exprime aujourd'hui par le rejet du soutien critique à la résistance selon le classique exercice de renvoyer dos à dos les « belligérants ». C'est en appliquant cette ligne qu'à peu d'exceptions près, les gauches communistes issues de l'Internationale communiste ont déclaré d'emblée la défaite du prolétariat pendant la deuxième guerre mondiale, se sont retirées dans leurs petits cercles, se sont transformées en sectes et se sont coupées de toute tentative d'organisation prolétarienne indépendante des staliniens et des sociaux-démocrates de la

résistance. Cette politique contribue au désarmement politique du prolétariat et entérine de facto, dans le cadre de la guerre actuelle d'Ukraine, la politique russe d'annexions et de destructions. Les communistes s'opposent avec détermination aussi aux pacifistes « intégraux ». Ces derniers appellent l'ONU, dont Lénine qualifiait de « *caverne des brigands* » son ancêtre, la Société des Nations, à opérer une médiation entre Russie et Ukraine pour obtenir un cessez-le-feu immédiat. Ceci équivaudrait à accepter l'annexion d'un bon quart du territoire ukrainien par la Russie. Une issue, celle-ci, qui correspondrait peu ou prou à la solution poursuivie en catimini par le quarteron de porte-paroles officieux de Poutine : Naftali Bennett, Recep Tayyip Erdoğan, Olaf Scholz et Emmanuel Macron, choisis par le boucher de Moscou comme ses interlocuteurs privilégiés.

Ces temps-ci comme hier, la paix ne peut être poursuivie que par le développement de la lutte de classe jusqu'à ce qu'elle remette en question la dictature du capital et de ses États. Certes, la guerre rend plus difficile l'essor de la lutte de classe. De la même manière que la dictature ouverte constitue un terrain moins favorable à la lutte de classe que la démocratie libérale. Toutefois, les communistes se distinguent des sincères démocrates, des populations qui aspirent à la paix par leur politique qui indique dans le capitalisme et dans toutes ses formes étatiques, démocratiques ou pas, la racine de la guerre, des souffrances et des destructions qui accablent en premier chef les classes dominées. Concrètement, aujourd'hui comme toujours, lutter pour la paix signifie ainsi favoriser par tous les moyens la transformation de la guerre capitaliste en guerre de classe.

En Ukraine, comme partout ailleurs, quand des conflits armés capitalistes éclatent, le scénario objectivement le plus favorable afin que la guerre de classe étouffe la guerre capitaliste serait que la guerre perdure, ponctuée par des pertes croissantes dans les rangs russes et que la résistance populaire prenne entièrement et définitivement la place de l'armée régulière ukrainienne. La réalisation de ce scénario affaiblirait encore plus l'État ukrainien agonisant et produirait en Russie une **crise politique** indispensable à l'enracinement d'une contestation durable, déterminée et massive contre l'État. Enfin, la réalisation de ce scénario accroîtrait les contradictions au sein du dit camp « occidental » et servirait d'exemple dissuasif à Pékin qui prépare l'annexion de Taiwan.

Bruxelles, Paris, Prague, 10 mars 2022